

Paradoxe associatif

D'un côté, un monde associatif en butte à un « profond changement de paradigme économique ». Autrement dit pour ces structures, principales pourvoyeuses d'emplois dans l'économie sociale, une situation d'« atonie » de l'emploi, voire de récession, face à la raréfaction des ressources (à 50% publiques) et un manque chronique de trésorerie, comme l'a remarqué une récente commission d'enquête parlementaire. Et de l'autre côté, des pouvoirs publics (ministère de la Ville) qui en appellent à la « mobilisation des associations pour la citoyenneté » à la suite des tragiques attentats du début de l'année. Cherchez l'erreur ?

PB (ESI)

Région : deux sortants en campagne

Présidents sortants d'Aquitaine et Poitou-Charentes, Alain Rousset et Jean-François Macaire vont s'affronter le 5 février dans la primaire pour l'investiture socialiste en vue de l'élection pour la présidence de la future grande région prévue en décembre prochain. Selon quelques observateurs, la future entité est l'une des grandes régions qui pourraient rester à gauche. Pendant ce temps, les exécutifs, les directions

générales, différentes instances régionales et entreprises multiplient les rencontres préparatoires à la fusion. A noter que dans sa campagne, J.-F. Macaire, « candidat des villes moyennes », mise sur le développement de l'économie sociale et solidaire et la transition énergétique, A. Rousset (qui part favori) met en avant sa légitimité, sa « compétence » et son bilan en matière d'économie, d'emploi et d'innovation.

Carole Delga privilégiera la Région

Secrétaire d'Etat en charge du commerce, de l'artisanat, de la consommation et de l'ESS, C. Delga est candidate à l'investiture sociale en vue de la présidence de la future grande région réunissant Midi-Pyrénées et Languedoc-Roussillon. Carole Delga veut succéder au PS Martin Malvy en constituant un « ticket » avec l'actuel président de Languedoc-Roussillon, Damien Alary. La secrétaire d'Etat à l'ESS s'est engagée à être « candidate en campagne à 100% », si elle est investie, annonçant d'ores et déjà son retrait du gouvernement au démarrage de la campagne, soit probablement à la rentrée de septembre.

> PARTENARIAT RÉGIONAL D'INNOVATION

Aquitaine-Poitou-Charentes-Limousin figure parmi les cinq grandes nouvelles régions qui vont expérimenter le dispositif « partenariats régionaux d'innovation » (via des appels à projets financés par Bpifrance). Ce dispositif a été sollicité par Alain Rousset pour soutenir le programme « Usine du futur ». Chaque région recevra une enveloppe de 10 M€, financée dans le cadre du programme d'investissement d'avenir et qui devra en apporter autant. Par ailleurs, Bpifrance a pour la première fois intégré l'innovation sociale comme critère de financement dans son référentiel 2015.

> **ESS ET DÉVELOPPEMENT RURAL** Le 3^{ème} appel à projets de l'économie sociale et solidaire lancé par le gouvernement (avec le commissariat général à l'investissement

et la Caisse des dépôts) comporte 4 thématiques : tourisme social, transition énergétique et écologique, revitalisation des territoires ruraux et économie du partage. Ces thématiques ont été choisies pour contribuer au développement territorial, particulièrement rural. L'investissement minimum a été fixé à 150.000 euros (500.000 euros pour le tourisme social), afin de favoriser les petites structures. Dans le cadre du précédent appel d'offres, lancé fin 2013, centré sur l'économie circulaire, les circuits courts et l'insertion des personnes éloignées de l'emploi, 8 projets avaient été sélectionnés (pour un total de 5M€ d'engagements et 400.000 € de ticket d'entrée), dont parmi eux la structure d'insertion La Tresse (déchets textiles), basée en Dordogne. (localtis.info)

> DROIT D'INFORMATION, MISSION PARLEMENTAIRE

Le gouvernement a confié une mission parlementaire à Fanny Dombre-Coste, députée PS de l'Hérault, chargée d'établir un premier constat sur les conditions de mise en œuvre du droit d'information préalable (DIP) des salariés en cas de cession des entreprises, et plus largement sur les recommandations qui peuvent être avancées pour faciliter les transmissions et reprises d'entreprises.

Ce DIP, très discuté par le patronat, a été institué au début de l'année par décret dans le cadre de la loi ESS, afin notamment d'encourager les reprises sous forme de société coopérative et participative (Scop). Les conclusions de cette mission parlementaire sont attendues d'ici le 15 mars.

Cress Aquitaine, accouchement programmé

L'AG constitutive de la future chambre régionale de l'économie sociale et solidaire d'Aquitaine est prévue le 31 mars à Bègles. 21 mois après la liquidation de l'ancienne Cress.

L'ASSOCIATION AQUITAINE PRÉFI-CRESS va finir son parcours dans moins de 3 mois avec l'assemblée générale constitutive de la future chambre régionale de l'ESS qui se tiendra le 31 mars (1). Un parcours entamé en octobre 2013 avec un premier appel lancé pour la reconstruction d'une nouvelle chambre régionale après la liquidation judiciaire de la première au mois de juin précédent. Un groupe d'acteurs ESS d'Aquitaine s'est mobilisé sur fond de discussion de la future loi ESS qui institue le rôle prééminent des Cress pour le secteur. Après la constitution de l'association Aquitaine Préfi-Cress, présidée par Arnaud Virrion, directeur d'une structure d'insertion de l'agglomération bordelaise, et avec l'aide de l'Etat, de

collectivités dont la Région, d'acteurs institutionnels de l'ESS comme le conseil national des Cress, l'étape suivante a été le recrutement d'une chargée de mission, Mélanie Thuillier. Avec l'appui de l'agence régionale Aquitaine développement innovation (ADI) pour l'une d'elles, une vingtaine de réunions ont été organisées à travers tout le territoire pour expliquer le nouveau projet, rencontrer les acteurs de terrain avec l'objectif de les impliquer (et de les faire adhérer) et faire remonter leurs souhaits quant au profil de la future instance transversale de l'ESS.

(aquitainepreficress.org)

(1) A 14h dans les locaux de la Croix-Rouge à Bègles

POST-IT BORDEAUX | EN PROJET, UN SUPERMARCHÉ COOPÉRATIF ET PARTICIPATIF Anne Monloubou-Sekinger, ex-architecte-paysagiste, planche aujourd'hui sur un projet de coopérative de consommateurs autogérée par ses membres et qui prendrait la forme d'un supermarché coopératif et participatif, avec l'objectif d'ouvrir en 2016 à Bordeaux, une fois la toise de 1.500 membres atteinte. La porteuse de projet, hébergée à la Ruche Bordeaux, espace de coworking dédié à l'innovation sociale, s'inspire d'un modèle qui existe depuis 40 ans à New York, et depuis quelques semaines à Paris. Le principe : les membres décident de donner 3 heures de travail par mois à la coopérative (pour réduire les frais de fonctionnement), en échange de produits locaux de qualité, « qu'ils paieront 20 à 40% moins cher qu'ailleurs », explique Anne Monloubou-Sekinger, sur une gamme de 3.000 produits (pas qu'alimentaires) que les membres auront choisis collectivement.

INSERTION | LES P'TITS CAGEOTS OUVERT UN MAGASIN Association d'insertion créée en 2008 par Ronan Bidaud et Ali Yaïci, Les P'tits Cageots, qui emploie 15 personnes dont une grande partie en «reconstruction professionnelle», viennent d'ouvrir un magasin à Artigues-près-Bordeaux, qui vient compléter leur espace de vente à Talence. La structure propose des paniers bio et fermiers et privilégie les circuits courts, « dans une démarche d'économie sociale et solidaire et d'insertion par l'activité économique mais aussi de développement durable », explique Ronan Bidaud. (Sud Ouest)

AUTOPARTAGE | OFFRE COMMUNE CITIZ ET KOOLIKAR À BORDEAUX Un partenariat entre la Scic Autocool (réseau Citiz), service d'autopartage à Bordeaux en véhicules en libre-service, et Koolikar, service national de location de voitures entre particuliers en libre-service (soutenu par Maif) a été conclu pour proposer une offre commune sur l'agglomération bordelaise pour leurs abonnés respectifs. Ce rapprochement vise à contrer l'offre concurrente Bluecub (groupe Bolloré). (zoomactu.fr)

Quel profil pour la Cress Aquitaine ? Au fil des réunions territoriales préparatoires, organisées durant le mois de l'ESS, un profil est peu à peu apparu pour la future chambre régionale de l'ESS d'Aquitaine, lequel ne manquera pas d'être affiné lors de l'AG constitutive. Outre le rôle traditionnel des Cress - politique (représentation, voire lobbying), développement (via notamment un observatoire très attendu) et promotion (besoin notamment d'inter-connaissance des réseaux), les acteurs de terrain ont appelé de leurs vœux une structure souple et légère, avec un rôle de complémentarité, apte à susciter les interactions et les coopérations et jouer un rôle d'appui auprès des élus et des services publics qui méconnaissent trop souvent le secteur local de l'ESS.

(Comptes-rendus disponibles sur le blog d'Aquitaine Préfi-Aquitaine)

CAE | CONVENTION ST-MÉDARD-COOP'ALPHA Une convention a été signée entre la municipalité de St-Médard-en-Jalles (33) et la coopérative d'activité et d'emploi (CAE) dont le siège est à Lormont et qui regroupe 250 entrepreneurs salariés. (Sud Ouest)

Une expérience d'insertion qui fait école

«TAPAJ», COMME TRAVAIL ALTERNATIF PAYÉ À LA JOURNÉE. Le pôle «Jeunes en errance» du CEID-addictions (Comité d'études et d'information sur les drogues et les addictions) a lancé cette initiative expérimentale à Bordeaux en juin 2012. Le retentissement en France est tel qu'elle va essaimer ailleurs par le biais de la Fédération Addiction. Ce projet part d'une expérience exemplaire menée par des éducateurs de rue au Québec. Il s'adresse à des jeunes SDF (18-25 ans), en grande précarité, et vise à les intégrer progressivement dans le monde du travail en leur proposant quelques heures d'emploi rémunérées immédiatement, sans obligation et avec une procédure

très simplifiée. L'idée est de leur procurer rapidement une source de revenu légale venant se substituer à «la manche». Puis avec ce public plutôt réfractaire à toute démarche, commencer progressivement et graduellement un parcours d'accompagnement conduisant à une autonomie voire à un contrat de travail. Un bilan plutôt concluant a été tiré le 27/01 à Bordeaux montrant que sur les 35 jeunes ayant participé à ce programme Tapaj, la moitié était en phase de réinsertion. Le projet a su trouver de précieux partenaires (Ville de Bordeaux, SCNF, ERDF, Auchan...), CEID collaborant avec l'association ARE 33.

(Sud Ouest, Direction(s), Fédération Addiction)

POST-IT ÉPARGNE SOLIDAIRE | UN CLUB CIGALES ÉCLOT À LIBOURNE

L'un des premiers clubs Cigales (Clubs d'investisseurs pour une gestion alternative et locale de l'épargne) d'Aquitaine vient d'éclore à Libourne, à l'instigation de Julien Lemarchand. Les Cigales sont des structures de capital risque à finalité solidaire, et à ce titre parties prenantes de l'ESS. A Libourne, 8 cigaliers se sont engagés à verser pendant 5 ans une somme tous les mois (26 euros en moyenne au plan national), dont le montant qui constitue une épargne dans le but de financer un projet associatif ou d'entreprise. Outre le financement, les cigaliers qui décident en commun de leurs placements, peuvent assurer un accompagnement des porteurs de projets sélectionnés.

HABITAT | LE COL D'ANGLÈT À BORDEAUX

Le groupe coopératif Le COL (Comité ouvrier du logement), basé à Anglet et à Pau (64), spécialiste du logement social et de l'habitat participatif, va ouvrir une agence à Bordeaux en avril, attiré par l'objectif de l'agglomération de construire 50.000 logements à prix accessible. COL 64 a signé fin 2014 un accord portant sur l'habitat participatif avec la coopérative immobilière bordelaise Axanis, filiale d'accession à la propriété d'Aquitainis, office public de l'habitat de Bordeaux Métropole. (Objectif Aquitaine)

COWORKING | UNE CINQUANTAINE DE TIERS-LIEUX EN AQUITAINE

La coopérative des Tiers-Lieux tient son assemblée générale le 30 janvier à la Manufacture à La Réole. Née de l'impulsion de la Région à partir d'un espace de coworking (espace de travail partagé) en milieu rural, l'Arrêt Minute (Coutras, Pomerol), l'association qui deviendra une Scic fédère aujourd'hui près de 50 tiers-lieux, dont 18 sur l'agglomération bordelaise, plusieurs dizaines étant en préparation en Aquitaine. (coop.tierslieux.net)

ECONOMIE CIRCULAIRE | LA RÉGION ÉGRAINE LES "SUCCESS STORIES"

La Région vient de rendre effective une feuille de route de 20 propositions en matière d'économie circulaire (réemploi, réparation, recyclage d'objets et de matériaux). A titre d'exemples, la collectivité met en avant plusieurs secteurs : l'exploitation pétrolière de Parentis (40) avec l'alimentation en chaleur de serres agricoles ; à Saint-Geours-de-Maremme (40), la société Oauteco qui produit des isolants thermiques pour le bâti à partir de vieux papiers déchiquetés. Dans les Landes encore, l'entreprise Pyrenex commercialise doudounes et couettes fabriquées avec des plumes de canard. En matière de recherche, Cyclabat travaille sur le recyclage et la valorisation des matériaux de BTP, Siniat sur la création d'un plâtre recyclé, etc. Le conseil régional va mettre en place un portail numérique dédié à l'économie circulaire. (aquitaine.fr)

BANQUE COOPÉRATIVE | PASSATION À LA BPACA

Bernard Dupouy, 59 ans a été nommé président du conseil d'administration de la Banque Populaire Aquitaine Centre Atlantique (BPACA) dont il était vice-président délégué et dont il échange la fonction avec l'ancien président Jacques Raynaud. Bernard Dupouy est PDG du groupe familial Dupouy SA. (export de produits alimentaires).

EcoSocial Info

édité par EcoSocial Presse, agence régionale d'information spécialisée en économie sociale

Directeur de la publication, journaliste : Patrice Boccanfuso

p.boccanfuso@ecosocial-info.com

Tél. 06 79 42 47 72

La Gilardie 24600 Saint-Sulpice-de-Roumagnac

ISSN, commission paritaire : en cours

www.ecosocial-info.com

Enjeux et perspectives après la loi de l'ESS

Pour Hugues Sibille, la loi ESS a consacré la place de l'entrepreneuriat social dans cette famille, à charge pour celui-ci de bien négocier «la phase deux», c'est-à-dire le décollage, en respectant au mieux les principes (dont la transparence) et les interactions. L'auteur et universitaire Michel Audigier se montre beaucoup plus pessimiste sur la portée réelle du champ de l'économie sociale.

HUGUES SIBILLE, NOUVEAU PRÉSIDENT DU LABO DE L'ESS, l'un des think tanks de l'économie sociale et solidaire, tire les enseignements du nouveau paysage du secteur, après l'adoption de la loi cadre. Loi de l'ESS qui a vu l'apparition de l'entrepreneuriat social dans ce paysage comme membre à part entière de la famille.

Ce mouvement a tendance à prendre la lumière, explique Hugues Sibille : place notable au Salon des entrepreneurs, outils dédiés mis en place par les banques et la sphère financière, accent mis par les Régions sur l'innovation sociale, médiatisation à la hausse. Mais parmi les enjeux que définit le successeur de Claude Alphanéry à la présidence du Labo de l'ESS figure celui de «tenir la promesse», c'est-à-dire «créer des modèles économiques robustes» alors que «certains entrepreneurs sociaux confondent parfois leur revue de presse et leur chiffre d'affaires...» Et de recommander chaudement d'«entrer nettement dans la reddition des comptes, avec des processus et indicateurs convaincants de mesure d'impact et de respect des principes».

Les autres enjeux : un «changement d'échelle» avec l'«émergence d'entreprises sociales de taille intermédiaire» (ESTI, entre 250 et 4.000 salariés), ne serait-ce que pour démentir l'idée que la croissance implique forcément le «passage au pur lucratif»; la cohabitation en «bonne intelligence» entre le monde associatif et l'entrepreneuriat social qui vont de plus en plus partager les problématiques. Bref, obtenir

une «biodiversité positive» entre les trois strates historiques du secteur de l'ESS, économie sociale, économie solidaire et entrepreneuriat social.

L'économie sociale s'est retirée de la production de richesses

L'universitaire Michel Audigier, auteur de «L'économie sociale d'hier à aujourd'hui» (Ed. Ellipses), ne va jusque là, n'intégrant même pas la loi ESS et encore moins l'entrepreneuriat social. «L'économie sociale s'est retirée de la production de richesses, se concentrant sur sa répartition (...) L'expression même d'économie solidaire me perturbe car elle implique que l'ES ne soit plus solidaire. Or, c'est l'un de ses principes», regrette-t-il. Laquelle économie sociale, remarque Michel Audigier, «s'est retirée de la production de richesses, se concentrant sur sa répartition». Avec cette ambiguïté, «centrée sur le champ social, (elle) apporte (des réponses) dans des domaines importants (loisirs, sports, culture, santé), mais en même temps, elle se nourrit en effet de la crise et c'est un vrai paradoxe.»

Michel Audigier remarque encore que les associations dominent le paysage de l'économie sociale «mais les belles réussites sont les mutuelles parce qu'elles ont emprunté le chemin de la banque (...)» prospérant sur «les insuffisances de la sécurité sociale».

L'AGENDA

MARDI 3 FÉVRIER

SANTÉ AU TRAVAIL Rencontres parlementaires pour la santé au travail : "Bien être au travail : un enjeu de compétitivité" A 9h, Maison de la Chimie, Paris

MERCREDI 4 FÉVRIER

ECONOMIE POLITIQUE "De la monnaie à la finance solidaire", atelier organisé par Attac Campus Bordeaux 19h, Athénée municipale, place St-Christoly, Bordeaux

MARDI 10 FÉVRIER

ESS ET SILVER ÉCONOMIE Réunion thématique organisée par Aquitaine Développement Innovation et Aquitaine Préfi-Cress, dans le cadre de la structuration de la filière Silver économie en Aquitaine 10h, ADI, 6 allée du Doyen G. Brus, Pessac-33 (rens. 06 95 48 13 37)

CONFÉRENCE SUR LA HESSE "Au pays d'Hansel et Gretel - La Hesse (Allemagne). Culture, échange, opportunité" 19h Maison de l'Europe, Bordeaux-33 (1, place Jean-Jaurès)